



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT

# Un nouveau consensus est-il nécessaire ?

Dr. Donald Kaberuka

Président

Événement : Conférence économique africaine BAD-CEA

Tunis, Tunisie

27 octobre 2010

Au départ, la Conférence économique africaine a été créée à la seule initiative de la Banque africaine de développement afin de réunir des économistes africains, qu'ils soient sur le continent ou issus de la diaspora, des universités, des groupes de réflexion, des organes de décisions et, bien entendu, de la Banque elle-même.

Notre objectif principal ? Mettre à plat le capital intellectuel de l'Afrique et ses perspectives en matière économiques ; disséquer les défis du développement sur l'ensemble des questions intéressant le continent. Après des débuts modestes en 2006, une coalition et un partenariat formidables se sont développés autour de l'événement.

Maintenant, nous avons non seulement parmi nous nos partenaires initiaux – la Commission économique pour l'Afrique, le Consortium pour la recherche économique en Afrique – mais nous avons été rejoints par le PNUD et la DBSA. Je suis donc heureux d'accueillir ici mes très bons amis Abdulai Janneh, M. Gettu, ainsi que nos collègues du CREA présents ici ce matin.

Mais bien que la Conférence ait été conçue comme une initiative africaine, nous avons toujours cherché à associer des amis de l'Afrique, des institutions engagées dans la recherche sur les questions de développement en Afrique, où qu'ils se trouvent.

C'est la raison pour laquelle je suis honoré d'accueillir mes deux très bons amis, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, et Nancy Birdsall, fondatrice du Center for Global Development (CGD) à Washington.

Pendant une grande partie de cette décennie, Pascal Lamy a œuvré patiemment et sans relâche pour parvenir à un accord commercial mondial – un accord dont le monde a plus que jamais besoin. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec lui et d'autres banques multilatérales de développement sur l'aide au commerce et j'ai hâte d'entendre ce qu'il aura à nous dire aujourd'hui.

Nancy, pour sa part, mène au Centre for Global Development un exercice de réflexion innovante autour des questions de développement. Je pense que le CGD est considéré comme l'un des groupes de réflexion sur le développement les plus influents au niveau mondial.

Vous vous souviendrez que le CGD a joué un rôle clé en 2006 lorsqu'il a exposé dans les grandes lignes, pour la Banque et ses actionnaires, les questions sur lesquelles la Banque devrait se pencher. Ces recommandations ont eu beaucoup d'influence sur les activités ultérieures de la Banque.

Avant-hier, nous avons eu l'honneur d'accueillir le Prix Nobel de littérature Wole Soyinka à notre Série de Conférenciers éminents. Quel exposé ! Quel propos sur le rôle et la place des intellectuels africains !

Il y a quelque temps, c'était Wangari Maathai qui nous parlait du long combat en faveur de la liberté et de la sauvegarde de notre planète qu'elle a mené au travers de son Green Belt Movement (Mouvement de la ceinture verte).

C'est ce même esprit qui nous réunit ici aujourd'hui, pour que l'Afrique ait une plate-forme à partir de laquelle façonner son propre destin.

Pour la Banque africaine de développement et ses partenaires, l'objectif est, pour citer un célèbre auteur africain, que « la voix du lion se fasse entendre car, jusqu'à présent, nous n'entendons que la voix du chasseur ».

Le thème de ce forum pose la question suivante : que faut-il pour soutenir l'élan de l'Afrique après la crise? Vous pensez bien que nous sommes tous désireux d'apprendre, d'écouter.

Ces derniers temps, beaucoup a été dit sur l'Afrique. Dieu merci, cette fois les propos ont été plus positifs : ce n'est plus l'afro-pessimisme des années 1990, ni l'afro-exubérance dans laquelle on tombe parfois, mais une sorte de discours rafraichissant, raisonné que, faute de meilleure expression, j'appellerai « afro-réalisme » !

Ce discours pourrait se résumer en huit points.

Premièrement, on s'accorde à penser qu'une dynamique inhabituellement forte est à l'œuvre dans les pays africains depuis une dizaine d'années. Les signes de cette dynamique abondent.

Deuxièmement, même si l'économie a marqué un coup d'arrêt sous l'effet de la crise mondiale, celle-ci n'a pas inversé la trajectoire positive, si ce n'est momentanément.

Troisièmement, contrairement à la croyance populaire, cette dynamique n'est pas uniquement due à la hausse des cours des matières premières. Même si cette hausse a effectivement été utile, elle n'a pas été le facteur décisif. Le nouvel élan pris par l'économie d'Afrique est bel et bien mérité. Les réformes introduites au cours des deux dernières décennies, aussi bien au niveau macroéconomique et microéconomique, que sur le plan politique, structurel et de la gouvernance portent leurs fruits. Ceux-ci se traduisent par une réglementation bancaire solide, des

finances publiques robustes et une amélioration du climat des affaires. C'est ce qui a permis une certaine marge de manœuvre pendant la crise.

Quatrièmement, nous devons reconnaître qu'en dépit de cette dynamique positive et d'une croissance plus rapide, la pauvreté est toujours endémique et le revenu par habitant s'accroît bien trop lentement. En conséquence, la pauvreté, le chômage, la lenteur avec laquelle la réalisation des OMD progresse, le désespoir chez les pauvres et la vulnérabilité face aux chocs extérieurs demeurent inchangés.

Cinquièmement, quelque part au fond de nous, il y a peut-être la crainte que cette dynamique ne puisse être maintenue, qu'il ne s'agisse, comme beaucoup le pensent, d'un nouveau faux départ, comme au milieu des années 1970, lorsque les économies se sont effondrées sous l'effet de deux chocs pétroliers successifs, ouvrant la voie à deux décennies d'ajustement structurel.

Sixièmement, quel est l'impact des changements climatiques ? Il suffit de regarder ce qui se passe au Sahel : des millions de gens souffrent de pénuries alimentaires alors que, sous de la ceinture sahélienne, de vastes étendues sont touchées par des inondations d'une ampleur que l'on ne voyait plus depuis des années !

Septièmement, quelle seront les conséquences de l'énorme déficit infrastructurel dont souffre le continent ? Est-il vraiment possible de maintenir une croissance de 5, 6 ou 7% sans un moteur suffisamment puissant ? Est-il possible de se diversifier, de rendre l'économie plus résiliente, de jeter des bases solides avec un tel déficit d'infrastructures ?

Huitièmement, dans l'ensemble, la convergence de l'Afrique avec les autres économies du monde demeure tout aussi lente.

Ce sont sans aucun doute des observations légitimes. Mais nous, à la Banque, nous sommes pleinement conscients de ces risques et de ces incertitudes, nous continuons d'aller de l'avant et restons pragmatiques et réalistes face à d'éventuels revers. Nous pensons que l'Afrique a atteint sa maturité. Nous savons qu'il reste des problèmes – parfois de grands problèmes – mais nous savons où ils sont et où nous voulons aller. Et même si nous savons où nous voulons aller, nous sommes conscients que beaucoup de chemins mènent à Damas. Chaque pays est différent, ses richesses et ses conditions sont différentes, et donc la voie empruntée sera nécessairement différente.

Le plus important, c'est de se laisser la possibilité d'expérimenter, de tâtonner et même de commettre des erreurs. Nous avons parcouru un long chemin depuis le

Consensus de Washington jusqu'au Consensus de Pékin en passant par le Consensus de Monterrey. Mais, en Afrique, avons-nous vraiment besoin d'un autre consensus ? Quoi qu'il en soit, si nous en avons besoin, nous en avons déjà un : le NEPAD.

L'avons-nous mis en œuvre correctement ? Peut-être pas. Mais il n'en reste pas moins que c'est notre consensus à nous, qu'il émane de nous et reflète les aspirations des peuples d'Afrique à la paix et à la sécurité, à la gouvernance, à l'intégration, aux partenariats ... tout y est.

Pour moi, cette conférence s'inscrit dans le cadre du processus d'élargissement de l'espace politique que nous voulons nous accorder pour débattre, expérimenter, apprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, dans l'esprit de ce consensus.

C'est la raison pour laquelle nous, en Afrique, avons beaucoup apprécié la création du Groupe de travail sur le développement au sommet du G20 à Toronto, co-présidé par l'Afrique du Sud et la Corée, en vue du sommet du G20 qui se tiendra à Séoul au mois de novembre.

Nous espérons que le travail de ce groupe et les recommandations qu'il fera donneront un nouveau souffle et un nouveau départ au débat sur le développement et aux relations entre les pays à faible revenu et les pays riches, mais aussi aux relations avec les économies émergentes et leur expérience.

Je viens de prendre connaissance du communiqué des ministres des Finances du G20 issu de leur réunion cette semaine en Corée, qui je pense est d'assez bon augure pour le sommet du G20 qui se tiendra le mois prochain. Il y est dit, et je cite: « Nous attendons avec impatience le plan d'action pluriannuel du Groupe de travail du G20 sur le développement afin de promouvoir une croissance économique inclusive et durable, ainsi que la résilience des pays en développement ». Nous croyons fermement que le moment est venu de changer radicalement dans le discours que nous tenons sur le développement.

Nous et nos institutions partenaires en Afrique – la CUA, la CEA et les CER – sommes impatients de jouer un rôle majeur dans ce plan d'action dès que le Sommet du G20 l'aura adopté.

À bien des égards, le Sommet du G8 de Gleneagles en 2005 a marqué un tournant. Il ne fait aucun doute que des engagements bien intentionnés et réels ont été pris cette année-là, considérée comme l'Année de l'Afrique :

- Le doublement de l'aide jusqu'en 2010 ;

- L'annulation de la dette ;
- L'amélioration de l'efficacité de l'aide ;
- Un nouveau contrat mondial sur le cycle de Doha pour le développement ;
- Une voix plus forte de l'Afrique et de ses institutions.

Cinq ans plus tard, il est clair que, si certaines promesses ont été tenues (comme l'annulation de la dette), un écart demeure entre la volonté politique et les mesures prises pour l'actualiser. En outre, il n'est pas certain que les pays à faible revenu n'aient pas eux-mêmes financé l'annulation de leur dette.

Maintenant que les pays riches sont aux prises avec les déficits, le chômage et la dette souveraine, il est encore plus incertain que toutes ces promesses puissent être tenues. Certains ont, et c'est louable, honoré les engagements pris au titre de l'APD, mais bien d'autres ne sont pas en mesure de le faire.

Donc, pour nous, en Afrique et dans d'autres pays à faible revenu à travers le monde, comme Haïti, le Bangladesh, le Timor-Leste et beaucoup d'autres, nous espérons sincèrement que ce sommet réaffirme les conclusions de Gleneagles. En effet, nous sommes tous membres du village planétaire et sommes, donc, tous intéressés par la reprise de l'économie mondiale et la stabilisation du système financier mondial.

Mais nous devons aussi affirmer que, en tant que pays à faible revenu, nous voudrions voir les questions de développement sérieusement discutées, non pas par devoir moral ou souci d'altruisme, mais sous un angle nouveau, dans une nouvelle perspective sur la façon de travailler avec un milliard de personnes en Afrique, nouveau pôle de croissance, qui offre des débouchés à l'économie mondiale au-delà de son PIB de 1,5 milliard de dollars.

Comment libérer le potentiel des 53 pays africains : c'est la raison pour laquelle, à la BAD, nous considérons l'intégration économique africaine comme la première priorité de notre agenda global. C'est également la raison pour laquelle nous travaillons inlassablement pour un « Fonds vert pour l'Afrique » – comme l'ont demandé les négociateurs africains à Copenhague – afin de nous assurer que nous pouvons financer nos besoins en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Nous sommes conscients de l'existence d'autres instruments dans ce domaine, et les apprécions, mais nous sommes convaincus que c'est la voie que nous devons suivre.

En tant que dirigeant d'une IFI, je suis naturellement enclin à adopter des positions pragmatiques, correspondant aux ressources disponibles et aux politiques arrêtées, sur de nombreuses questions qui vous sont présentées pour discussion.

Mais vous disposez d'une plus grande marge de manœuvre ! La déception serait grande si vous ne profitez pas de cet avantage. La Conférence économique africaine ne doit pas être une conférence de plus. Il y a déjà beaucoup trop de conférences sur l'Afrique et en Afrique. Nous devons apporter une valeur ajoutée. Si nous ne pouvons pas le faire, il vaut mieux arrêter et passer à autre chose.

Trop de conférences, d'institutions, d'organisations ont dépassé depuis longtemps leur durée de vie. Ce ne sera pas le cas de cette conférence si vous en décidez ainsi. Si on considère qu'elle ajoute de la valeur, et si vous en jugez ainsi, vous pouvez compter sur notre soutien indéfectible.

Je ne saurais conclure sans exprimer mes remerciements et ma gratitude aux gouvernements qui, depuis le début, ont soutenu cette conférence – notamment le Canada et la Corée par le biais du Fonds d'affectation spéciale. Mes remerciements vont également à toutes les institutions qui continuent d'être nos partenaires.

Permettez-moi de vous remercier tous ceux, universitaires, groupes de réflexion, décideurs, personnel – en particulier l'équipe de notre économiste en chef, le professeur Ncube – qui ont joué un rôle important dans la planification et l'organisation de cette conférence.

J'attends avec grand intérêt les conclusions de vos délibérations et vous souhaite une fois de plus la bienvenue à Tunis.

Je vous remercie.